

Burundi/Corruption : le président Ndayishimiye remet les compteurs à zéro

RFI, 23/03/2021 Burundi : polémique autour des déclarations du président Ndayishimiye sur la lutte anti-corruption. Au Burundi, le président Évariste Ndayishimiye, la tête de l'État burundais depuis le 20 juin 2020, a fait de la lutte contre la corruption une de ses priorités dans un pays classé parmi les dix les plus corrompus du monde, selon Amnesty International. Neuf mois plus tard, les gens étaient encore dans l'expectative devant des signaux jugés contradictoires jusqu'ici.

Ce week-end, le général était invité d'une conférence d'une radio privée, Isanganiro. Il a en fait en matière de lutte contre ce fléau ; de quoi susciter la polémique. Pour ceux qui se posaient des questions, le général Évariste Ndayishimiye a été clair : il ne va pas secouer le cocotier. Sinon, dit-il, il faudrait engager des poursuites contre tous ceux qui ont pillé les richesses du Burundi depuis l'époque de la colonisation belge. Il est donc fixé un point de départ. « Votre problème, c'est que vous voulez remuer le passé, au lieu de dire : traçons une ligne pour la tolérance zéro, à partir d'aujourd'hui. Parce que si on poursuit ceux qui ont pillé les biens publics au cours des dernières années, on va perdre du temps dans les enquêtes, on ne va plus travailler et le pays va devenir plus pauvre. Aujourd'hui, je dis : ceux qui ont volé, c'est fait. On va mettre votre cas devant la Commission vérité et réconciliation, parce que la population a demandé de veiller aux richesses nationales depuis le jour de ma prestation de serment », a déclaré le président burundais. L'Olucome, la principale organisation de lutte contre la corruption, dénonce ce qu'elle qualifie de « consécration de l'impunité ». Son président rappelle que « la corruption est institutionnalisée » pendant les années que le Cnnd-FDD, le parti présidentiel, vient de passer au pouvoir. « Les lois existent depuis 2006 sous le régime du Cnnd. De plus, il [Évariste Ndayishimiye] est quand même juriste. Il a étudié le droit. L'Olucome ne peut aucun cas comprendre comment il peut avancer cette thèse. Il y a aussi le principe de la continuité de l'État. Donc, pour nous, c'est vraiment l'impunité qu'il veut consacrer, mais aussi on peut avancer l'hypothèse selon laquelle il est -vis des corrompus qui sont devenus plus forts que l'État », a souligné le président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques, Gabriel Rufyiri. Mais « ce n'est pas trop tard », estime l'Olucome, qui insiste sur le fait que M. Ndayishimiye a une image de « M. propre » sur le plan de la corruption.